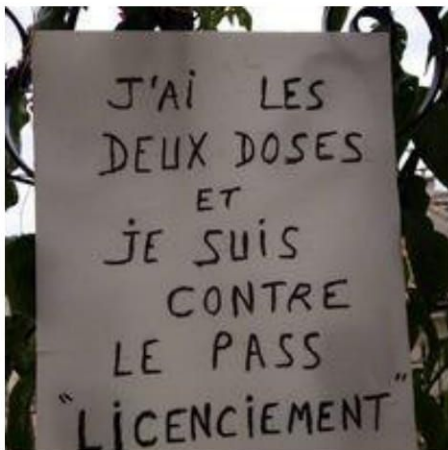




Les travailleurs ne doivent pas se laisser diviser

35 000 personnes ont manifesté ce dimanche à Bruxelles contre le pass sanitaire et l'obligation vaccinale. On ne peut qu'être révolté par les politiques sanitaires irresponsables du gouvernement ! Ce dernier s'apprête à sanctionner les soignants qui refusent de se faire vacciner en leur privant de leur salaire ! Le PS veut même aller plus loin en étendant la vaccination obligatoire à tous les secteurs. Quant au premier ministre, il est sensible à la revendication des patrons qui veulent pouvoir exiger le pass sanitaire de leurs travailleurs !



Beaucoup ont manifesté dimanche aux cris de "liberté, liberté", mais dans cette société elle n'existe que pour les patrons ! Pour les travailleurs la liberté est impossible tant qu'ils peuvent être menacés de se voir priver de leurs salaires ! Alors ces mesures de vaccinations obligatoires, mais aussi toutes les règles qui permettent de priver des

travailleurs de leurs salaires, sont des attaques contre l'ensemble du monde du travail !

La vaccination reste un moyen efficace pour se prémunir du covid. Mais par ailleurs rien n'est fait pour protéger la population du virus : transports bondés, conditions de travail ne respectant pas les distances, cadences insupportables avec un masque, manque de personnel soignant... En fait, dans les mains du gouvernement et des patrons, l'obligation vaccinale avec menace de licenciement est une nouvelle arme contre les travailleurs !

Pour les patrons c'est d'abord un moyen supplémentaire de licencier, et donc de faire pression sur les salaires !

Le gouvernement ne cherche qu'à limiter l'impact du virus sur la production des profits tout en assurant aux patrons qu'ils resteront maîtres dans leurs entreprises !

Le gouvernement et les patrons ne se préoccupent pas plus de notre santé que de notre niveau de vie : avec les prix qui augmentent, les salaires qui stagnent, beaucoup sont forcés de choisir entre prendre la voiture, allumer le chauffage ou acheter des médicaments !

Cela fait des années que la gestion comptable des hôpitaux est dénoncée par les travailleurs du secteur médical. Tout le monde les a entendus prévenir que les soins s'étaient dégradés, que leurs salaires étaient trop faibles et qu'il était nécessaire d'embaucher.

Le gouvernement fait la sourde

oreille mais s'attaque aux salaires des soignants non vaccinés !

Et puis, les capitalistes de l'industrie pharmaceutique ont toute liberté de s'enrichir sur le dos des maladies et des malades. Ils protègent leurs vaccins derrière des brevets pour les vendre à des prix exorbitants, en priorité aux pays ayant les moyens de les acheter ! Alors qu'il serait possible de produire les vaccins massivement et à bas coût, une grande partie de la population mondiale n'a pas accès à la vaccination.

En conséquence de quoi, le virus continue de circuler, mute en de nouveaux variants qui rendent la protection de ceux qui ont reçu le vaccin de moins en moins efficace. Voilà la conséquence sanitaire de l'organisation de la société par l'intérêt égoïste de la bourgeoisie !

La défiance de toute une partie de la population vis-à-vis des ministres et "experts", ce sont eux qui en sont responsables. Alors ils n'ont pas à donner de leçons de solidarité à la population !

Les travailleurs démontrent chaque jour leur sens des responsabilités et de la solidarité. Comme au début de la pandémie quand ils continuaient à travailler malgré l'incertitude, les risques et l'absence de protection efficace ! Ou comme à la suite des inondations, quand c'est en grand nombre qu'ils sont venus en aide à ceux d'entre eux qui ont été frappés par la montée des eaux.

La vaccination obligatoire, en plus d'être une arme contre nos salaires, est aussi un moyen de nous diviser. Il y a d'abord le gouvernement qui tente de jouer les « vaccinés » contre les « non-vaccinés ».

Ensuite, il y a les complotistes et les démagogues qui opposent les « moutons », à ceux qui refusent le vaccin.

Ce sont là les deux faces d'une même stratégie de division ! Mais pour résister aux attaques qui se multiplient, il faut que les travailleurs restent unis !

Certains peuvent regretter que des collègues ne se vaccinent pas, par exemple car cela augmente leur charge de travail, comme c'est le cas dans les services de soins intensifs. Mais ces désaccords doivent se résoudre entre travailleurs, sans laisser les patrons les utiliser pour nous diviser et s'attaquer à nos salaires !

La force du camp des travailleurs réside avant tout dans leurs intérêts communs face à ceux de la classe capitaliste. Pour se défendre, non seulement contre les mesures d'obligations vaccinales, mais contre toutes les attaques que subit notre camp, il faudra en être conscient et résister aux tentatives de divisions de la bourgeoisie !

Dans la rue le 6 décembre !

Le 6 décembre, la FGTB et la CSC appellent à une manifestation à Bruxelles pour « le pouvoir d'achat et la défense des libertés syndicales ».



Ces « promenades syndicales », en plus sans suite, ne permettent pas

de faire reculer le patronat et les gouvernements.

Mais ne pas répondre à l'appel des syndicats encouragerait encore plus patrons et gouvernements à attaquer l'ensemble des travailleurs : « ils ne réagissent pas, rentrons-leur dedans ! » se diront-ils.

La situation s'est beaucoup aggravée. L'angoisse monte partout face à l'augmentation des prix, l'aggravation des conditions de travail, que l'on travaille dans la distribution, l'Horeca ou l'industrie.

Il faut que se généralisent à tous les secteurs des actions comme celles des travailleuses de Lidl puis Aldi et Carrefour-Market. Et aussi contre les menaces envers les soignants non-vaccinés menacés de perdre leur travail et leur salaire.



Il faut que les besoins et les intérêts communs des travailleurs se fassent entendre dans la rue, il faut qu'on s'y retrouve entre tous les secteurs du privé comme du public et y être le plus nombreux possible, entraînant les collègues et les amis !

Journée d'action du personnel soignant le 7 décembre

En réponse à la dégradation constante des conditions de travail, à l'obligation vaccinale du personnel soignant mais surtout face au mécontentement et à la colère de plus en plus manifeste, les syndicats ont déposé des préavis

d'action à partir du 22 novembre et appelé à une journée d'action en front commun le 7 décembre.

Oui, les soignants doivent se défendre, et comme on a tous des problèmes semblables - prix, salaires, conditions de travail - il faudra finir par se défendre ensemble.

Obligation vaccinale pour les soignants : un gouvernement méprisant et irresponsable

Le gouvernement a décidé de rendre la vaccination contre le coronavirus obligatoire pour le personnel soignant. Dès le 1er janvier, le personnel non vacciné pourra être mis en chômage temporaire. A partir du 1er avril, il pourra être licencié.

Le PS se targue d'avoir réussi à ce que ce ne soit pas un licenciement pur et simple. Le salarié pourra en effet s'opposer à son licenciement, mais dans ce cas, son contrat sera suspendu et il ne percevra ni salaire ni indemnité. Pas licencié, mais sans salaire ? Où est la différence ?

Cette mesure est jugée, à juste titre, infamante par le personnel soignant qui a dû affronter des mois de pandémie sans renforts, ni moyens. Elle est aussi totalement irresponsable. Les soignants dénoncent depuis des années le manque d'effectif, la surcharge de travail et la baisse de qualité des soins.

Face à l'épuisement, à la peur de commettre une faute irréparable ou ne pouvant plus supporter la maltraitance que cela engendre pour les patients, de nombreux soignants démissionnent. Avec la crise du coronavirus le mouvement s'est accéléré. Alors cette mesure va encore aggraver la situation pour le

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

personnel soignant et pour les patients. Et pour quel bénéfice ?

Cette décision, c'est juste pour mettre les salariés au pas ! Et elle permet encore une fois au gouvernement de ne pas mettre les moyens indispensables en personnel et matériels pour faire fonctionner les hôpitaux et faire reculer l'épidémie.

Suppression d'emplois dans la fonction publique :

La méthode flamande...

Le ministre de l'intérieur flamand, Bart Somers (OpenVLD), a annoncé la fin de la nomination de fonctionnaires dans la fonction publique flamande à partir de 2023. Tout le personnel serait dorénavant recruté comme contractuel sous contrat privé.

Le but du gouvernement flamand est clair comme le jour : l'administration doit pouvoir se comporter comme n'importe quel patron... et avoir la même facilité à licencier et supprimer des emplois.

... et la méthode wallonne

En Wallonie, où le gouvernement est dirigé par le PS, les suppressions d'emplois se font de façon plus hypocrite. Dans le Service Public de Wallonie, de nombreux agents risquent de perdre leur emploi parce que ce sont des contractuels dont le contrat comporte « une clause résolutoire » qui permet d'attribuer leur poste à un fonctionnaire.

En poussant les contractuels à passer les examens pour devenir statutaires, l'administration... et les organisations syndicales de la fonction publique, ont créé une situation dans laquelle les collègues se retrouvent en concurrence pour garder leur emploi.

Ces méthodes indiquent à leur façon comment les travailleurs peuvent lutter pour défendre leurs droits à avoir un travail et un salaire : en s'unissant entre fonctionnaires et contractuels et entre

travailleurs wallons, bruxellois et flamands.

Crime organisé dans l'industrie pharmaceutique

Le nombre de médicaments en pénurie ne cesse d'augmenter. En France, 2 500 molécules sont en rupture d'approvisionnement, pour 89 il y a 10 ans. Et un patient sur quatre a été confronté à ce problème. Il s'agit de médicaments parfois vitaux comme les antiviraux et les anticancéreux.

Les firmes pharmaceutiques arrêtent la production des médicaments jugés financièrement peu rentables, malgré une marge bénéficiaire de 10 % et peu importe si des patients en mourront. Dans l'économie capitaliste, rien n'oblige une entreprise à produire un médicament utile à l'humanité ! La seule logique est celle du profit.

La vraie richesse c'est la santé



Et les firmes pharmaceutiques ne reculent devant aucune méthode – pressions, chantage et racket – pour obtenir les marges très élevées comme l'a montré le reportage « Malades sans ordonnances ? » de la RTBF.

On y apprend que le laboratoire Aspen Pharma a par exemple créé une pénurie artificielle de plusieurs anticancéreux afin d'obliger vingt-cinq États à payer le prix exigé. Cette rupture d'approvisionnement a mis la vie des patients en danger. La pénurie a cessé dès que les gouvernements ont cédé.

Cela a permis à Aspen Pharma d'engranger des marges bénéficiaires de 70 à 80 % du jamais vu pour des molécules anciennes qui ne sont plus soumises à un brevet.

Le prix de l'Alkeran a ainsi augmenté de 1 366 % en Italie, de 1 500 % en France et même de 6 400 % en Belgique, la boîte de comprimés passant de 1 à 65 euros. Ceci montre le cynisme des capitalistes.

Alors que l'on pourrait produire les médicaments nécessaires à un prix faible, la propriété privée des moyens de production permet à une poignée de capitalistes d'imposer leurs choix en fonction de leurs seuls intérêts.

Hausse des prix, famine : le capitalisme est une menace permanente pour l'humanité

La crise économique et l'augmentation du prix des denrées alimentaires de base de plus de 30 % depuis un an placent un tiers de l'humanité en situation d'insécurité alimentaire et menacent à court terme la vie de 45 millions de personnes. Particulièrement dans les pays comme l'Afghanistan, la Syrie ou le Yémen, ravagés par les interventions des puissances impérialistes et de leurs alliés.



Mainmise des multinationales, spéculation généralisée, ravages sur l'environnement, cultures vivrières sacrifiées : l'organisation capitaliste est incapable de satisfaire le besoin le plus élémentaire, se nourrir. Elle ne remplit que le ventre des grands capitalistes. Il devient urgent que ces « voleurs rendent gorge » comme le dit le chant des travailleurs, l'Internationale.

LO France

Quand la police fait grève...

En bloquant la circulation aux entrées des aéroports de Charleroi et de Zaventem, en manifestant sur la petite ceinture de Bruxelles et provoquant des embouteillages monstres, les policiers revendiquaient de meilleurs salaires et conditions de travail.

Au-delà de tâches utiles à la population, comme les secours, ils sont surtout chargés de défendre l'ordre bourgeois, de défendre les intérêts des capitalistes contre tout le reste de la société. Quelquefois en s'en prenant à la délinquance en col blanc, mais surtout en défendant la propriété contre les petits voleurs au chômage, contre les travailleurs qui font grève et bloquent leur entreprise ou une autoroute.

Policier c'est souvent un sale boulot et pas très bien payé ! Les policiers de base sont issus de familles populaires, et se retrouvent avec des problèmes semblables aux autres travailleurs, car la bourgeoisie n'a pas plus de reconnaissance envers ceux qui protègent ses profits que vis-à-vis de ceux qui les créent !

Il faut espérer qu'un certain nombre de policiers se rendent compte à ces occasions de quel camp ils font partie. D'autant plus que la société capitaliste s'enfonçant dans la crise, les gouvernements vont exiger d'eux des pressions et répressions de plus en plus brutales contre la population.

Travailleurs d'usines, des magasins et des bureaux et travailleurs sous l'uniforme policier ont en fait les mêmes intérêts à se débarrasser de cette société où les seuls qui en profitent, sont une infime minorité de milliardaires qui conduisent tout le monde dans le mur.

A bas l'armée !

Le gouvernement belge envisage une participation de l'armée à la

force d'intervention Takouba, au Mali.

Au Niger, pays voisin du Mali, le contingent belge serait porté à 140 soldats. A la demande de l'Otan, 140 autres seraient envoyés en Lituanie, pour augmenter la pression sur la Russie et la Biélorussie.

L'état-major de l'armée belge voit cela d'un très bon œil. Comme le disaient les princes du moyen-âge à propos de leurs troupes de mercenaires, des petites guerres régulières permettent « de garder leurs doigts dans les gorges » de leurs victimes, histoire de ne pas perdre la main.

Cela peut bien sûr préparer des guerres plus grandes et dévastatrices dont on ne pourra se débarrasser qu'en renversant cette société capitaliste.

Soudan : la population résiste, l'armée tue

Le 17 novembre, dans la capitale du Soudan, les forces de répression du régime ont tiré et fait au moins 15 morts et des dizaines de blessés parmi les manifestants. Des opposants évoquent des « meurtres prémédités », certaines victimes ont été pourchassées pour être abattues jusque dans les hôpitaux.

Depuis le coup d'État du 25 septembre, grèves, rassemblements et marche de protestation n'ont pas cessé et les généraux veulent y mettre un terme. C'est à ce prix, et pour que les profits continuent d'affluer vers les multinationales, que ce monde d'oppression et d'exploitation est maintenu en maints endroits par la botte des militaires.

LO France

À bas l'Europe forteresse, travailleurs unissons-nous !

Près de 4 000 migrants campent dans la forêt, à la frontière de la Pologne et de la Biélorussie, dans l'espoir d'entrer dans l'Union européenne.

Exténuées par les jours et les nuits passés dans le froid, sans nourriture,

une dizaine de personnes sont déjà mortes.

Le dictateur biélorusse utilise les réfugiés dans son bras de fer avec l'Europe et ses sanctions, et les dirigeants européens s'en servent comme bouc émissaires en les présentant comme des ennemis à repousser.

Mais ces femmes et ces hommes qui pour la plupart fuient la guerre et la misère de Syrie et d'Irak sont des travailleurs. Et demain, certains parmi eux seront nos collègues. Il faut qu'ils sachent qu'ils sont bien venus dans le camp des travailleurs.



Il y a déjà eu trop de drames. Il faut la liberté de circulation et d'installation pour les migrants. Il faut l'ouverture des frontières.

Les patrons et les politiciens opposent les travailleurs entre intérimaires et CDI, entre belges et immigrés... pour s'enrichir sur le dos de tous. Face à eux, les travailleurs doivent faire bloc pour se défendre.

Grève contre la surcharge de travail

42 magasins Carrefour-Market sont entrés en grève en Wallonie et à Bruxelles pour protester contre la surcharge de travail. Les patrons ont de plus en plus recours aux contrats précaires et étudiants, qui, en plus d'être engagés en nombre insuffisant, doivent chaque fois être formés et qui ne sont plus réengagés une fois leur formation terminée.

Cette logique absurde est pourtant une stratégie patronale, qui cherche à avoir une partie du personnel, la plus grande possible, en contrat précaire pour les maintenir dans la peur de perdre leur emploi et pour rendre plus facile leur

licenciement.

Mais les travailleuses et travailleurs en ont eu assez de subir, et se sont mis en grève pour exiger plus d'emplois stables, pour améliorer leurs conditions de travail.

Face aux violences du capitalisme, qui d'un côté rend les cadences de travail impossibles pour les travailleurs, et qui de l'autre côté met une part de plus en plus importante de la population au chômage, la seule voie pour les travailleurs est d'exiger la répartition du travail entre tous sans perte de salaire !

Leroy-Merlin : Une grève offensive

Dans plusieurs dépôts, les travailleurs de Leroy Merlin en France se sont mis en grève jeudi alors que leur direction ne proposait qu'une augmentation de 2 % des salaires, bien insuffisante pour couvrir l'inflation. Très rapidement, le mouvement s'est étendu à des magasins pour réclamer plus que ces miettes.



Les 27 000 travailleurs de l'entreprise ont permis à la famille Mulliez, une des familles les plus riches de France, de faire près de 8 milliards de chiffre d'affaires, dans lequel ils vont pouvoir piocher allègrement leurs dividendes.

Les travailleurs ont distribué des tracts aux clients pour expliquer leur mécontentement et leurs revendications à des salaires dignes.

Par leur action, ils nous rappellent que la seule voie pour améliorer les salaires et conditions de travail, c'est la lutte. Les patrons ne comprennent aucune autre langue.

Retour au 19ème siècle

Le recours aux contrats journaliers est de plus en plus fréquent. Entre 2015 et 2020, ces contrats

représentaient la moitié des contrats intérimaires !

3 millions de contrats journaliers par an d'après les chiffres des syndicats.



Les patrons n'ont pas de limite dans ce qu'ils peuvent nous imposer pour garantir leurs profits. Jusqu'au jour où nous nous mettrons tous en colère !

Record de dividendes battu

Les plus grandes entreprises mondiales devraient verser, pour l'année 2021, 1 460 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires, un record. C'est plus de trois fois le PIB belge.

Dans tous les secteurs de l'économie (luxe, pétrole, laboratoires pharmaceutiques, automobile, transport maritime...) les multinationales ont fait des profits considérables. Grâce à l'explosion des prix des matières premières, plus de 54 milliards de dollars de dividendes ont été distribués aux actionnaires des groupes miniers sur le seul troisième trimestre, plus que le montant versé pour toute l'année 2019.

Toutes les grandes multinationales, quel que soit leur secteur d'activité, ont des positions de quasi-monopole qui leur permettent d'imposer des prix très élevés. Ainsi, elles contraignent les entreprises moins puissantes avec qui elles traitent à rogner sur leurs marges. Les travailleurs en subissent les conséquences directes car dans chaque entreprise le patron leur mène la guerre pour accroître l'exploitation et maintenir ainsi ses bénéfices. Et en bout de course, les travailleurs paient encore car les hausses des prix finissent par se répercuter sur les produits de consommation.

Travail des enfants : de mal en pis

Selon l'Unicef et l'Organisation internationale du Travail (OIT), depuis le début de la pandémie, le travail des enfants est reparti à la hausse dans le monde, et pas seulement dans les pays les plus pauvres.

En 2020, d'après des statistiques sûrement très en dessous de la réalité, le nombre d'enfants travailleurs s'élevait à 160 millions, et les enquêteurs s'attendent à une hausse de 10 millions dans les mois à venir.

Le rapport souligne qu'un grand nombre de ces enfants sont exploi-



tés par des multinationales de la mine et de l'agro-alimentaire qui profitent de ce travail en fermant les yeux sur les pratiques des sous-traitants.

Pour abolir le travail des enfants, il faudra exproprier tous ces suceurs de sang.

LO France

Algérie - Maroc : tensions dangereuses

L'armée algérienne, après avoir senti le sol trembler sous ses pieds avec le Hirak, cherche à maintenir son emprise sur le pays. Les généraux au pouvoir craignent que le mécontentement de la population, qui subit une aggravation économique rapide, finisse par déboucher sur de nouvelles révoltes.

Le chef d'État-major de l'armée et véritable homme fort du régime, Saïd Chengriha, connu pour sa brutalité, multiplie les déclarations provocantes envers le Maroc, finance

des sites web pour diaboliser le pays voisin. Et finalement le pouvoir algérien a fermé la frontière avec le Maroc, coupant le contact entre des familles et pénalisant le commerce.

De son côté, le pouvoir marocain de Mohammed VI multiplie les actions et déclarations pour affirmer sa domination sur le Sahara occidental, contre le mouvement indépendantiste du Front Polisario, en n'ayant jamais tenu la promesse de référendum d'autodétermination.



Sont en jeu les richesses des côtes poissonneuses et des mines de phosphate de la région, qui permettent de se partager de juteux profits avec les entreprises capitalistes belges et françaises qui les exploitent.

Comme toujours, lorsqu'ils se sentent menacés, les dirigeants nationalistes n'hésitent pas à tenter de rassembler la population derrière eux, en désignant le voisin comme ennemi. Et s'ils mènent cette politique jusqu'au bout, cela peut mener à de sanglantes guerres fratricides...

C'est pourquoi les travailleurs conscients doivent s'opposer aux nationalismes et affirmer les intérêts communs des populations de tous les pays, contre les militaires et contre les capitalistes qui les maintiennent au pouvoir !

L'école a froid

L'hiver n'a pas encore commencé, et les chauffages tombent déjà en panne. Rien que pour Bruxelles ces

quinze derniers jours, on recense : une panne dans une haute école, une autre dans un athénée, encore une dans une école maternelle-primaire, ainsi qu'une école maternelle-primaire toute neuve dont le système de chauffage n'a tout simplement pas encore fonctionné et où la commune a fait venir des « chaufferettes » !

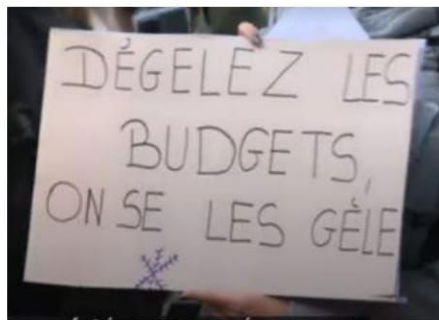
Dans les médias, on entend encore parler d'une école primaire-maternelle – très récente – où c'est tout le système eau/chauffage et électricité qui s'est arrêté pendant 4 jours. Et il ne s'agit ici que de quelques situations recueillies par des petites discussions entre parents ou enseignants... Combien d'autres écoles connaissent des pannes qui les mettent plus ou moins à l'arrêt ?

Pendant ces pannes, les enfants, les élèves et les étudiants ne profitent pas de leurs activités et les équipes perdent leur temps à réfléchir à la logistique et au matériel pour essayer de proposer des solutions de garde efficaces en attendant les réparations.

C'est ainsi que les enfants de maternelle et primaire de l'une d'elles vont être surveillés dans un hall de sport pendant deux jours ! Va-t-on leur amener des tables pour installer les jeux des enfants ? Comment les tout-petits vont-ils faire la sieste ? Comment supporter le bruit, une journée durant, dans un hall de sport ? Les sanitaires seront-ils en suffisance ?

Et, vu le manque d'espace, les parents sont « vivement invités à garder leurs enfants à la maison ». Chose impossible pour tous ceux qui travaillent.

Clairement, les communes, et derrière elles, les gouvernements, se mo-



quent totalement des conditions d'accueil des jeunes et des conditions de travail des équipes. Il ne s'agit pour

eux que de trouver des lieux de « garde ». Mais les éducateurs et les enseignants ne sont pas des « gardes », pas plus que les jeunes ne sont des animaux à garder !

Les élèves de la Haute Ecole Defré l'ont compris : la grève est la seule manière de se faire entendre. Ils ont bien raison de se manifester dans les médias et ils montrent l'exemple à tous les personnels des écoles.

Grèves en Guadeloupe et Martinique

Dans ces deux ex-colonies françaises, devenues territoire d'outre-mer, mobilisation et grèves se généralisent depuis une semaine.

Partie de la contestation de l'obligation vaccinale accompagnée du licenciement du personnel médical non vacciné, le mouvement remet en cause l'ensemble des conditions de vie imposées par l'État français.

Empoisonnement de toute la population avec le chlordécone, insecticide utilisé dans la culture de la banane, alors qu'interdit depuis longtemps aux USA et en France qui favorise le développement de cancers.

Pénuries d'eau potable depuis des dizaines d'années par manque d'entretien du réseau : 60 % de l'eau est perdue dans des fuites !

Chômage largement supérieur et salaires largement inférieurs à la moyenne française, alors que les prix sont plus élevés et augmentent fortement.

Enrichissement éhonté des békés, ces quelques familles descendant d'esclavagistes...

La bourgeoisie sème la misère, elle récolte la colère !

**Suivez-nous
sur Facebook :
Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !